



AFRIQUE/MALAWI - L'Eglise catholique défend le Président de la Conférence épiscopale accusé de partialité : « Les Evêques ne rentrent pas dans le champ des simples questions politiques »

Lilongwe (Agence Fides) – « L'Eglise ne s'identifie avec aucun parti politique et il est donc absurde de penser que l'intervention du Président de la Conférence épiscopale ait été influencé par l'opposition ». Tel est le sens de la déclaration signée par trois associations (celles des prêtres diocésains, des religieux et des religieuses) afin de repousser les accusations faites par le Président du Malawi, Bingu wa Mutharika, à l'encontre de S.Exc. Mgr Joseph Mukasa Zuza, Evêque de Mzuzu et Président de la Conférence épiscopale du Malawi. Le 16 août, à l'occasion d'une rencontre de prière pour la paix au Malawi promue par les principales confessions religieuses du pays, Mgr Zuza avait affirmé que la Présidence « doit cesser de suffoquer la société civile, la presse, l'autorité judiciaire et la démocratie qui a coûté si cher au pays » (voir Fides 18/08/2011).

L'intervention de Mgr Zuza avait été critiquée par le Président qui avait affirmé que l'Evêque avait été influencé par l'opposition. « Certaines personnes insinuent que Mgr Zuza a été influencé par des éléments de l'opposition alors que d'autres affirment qu'il a voulu attaqué le Président de la République » peut-on lire dans le communiqué envoyé à l'Agence Fides et signé par l'Association of Diocesan Catholic Clergy of Malawi, l'Association of Religious (Women) Institutes of Malawi et par l'Association of Men Religious Institutes of Malawi.

« Nous voudrions rappeler à ceux qui occupent des positions de responsabilité politique que les Evêques, comme les responsables de l'Eglise, n'entrent pas dans le champ des simples questions politiques. En tant que tel, l'office de l'Evêque et de l'Eglise catholique ne peuvent être identifiés avec aucun parti politique ou type de gouvernement. Il est donc injustifié d'insinuer que le Président de la Conférence épiscopale du Malawi ait été inspiré par certains éléments de l'opposition » affirme le communiqué. Dans le document sont par ailleurs dénoncées des menaces et intimidations à l'encontre des responsables religieux qui jouent leur « rôle prophétique ». « Toute tentative d'attaquer le clergé constitue une attaque contre l'Eglise » avertit le communiqué.

Le Malawi traverse actuellement une très grave crise politique et économique. Le 20 août, le Président Bingu wa Mutharika a remercié l'ensemble du gouvernement, conservant l'intérim de 42 Ministères alors que différents mouvements d'opposition et de la société civile ont annoncé de nouvelles manifestations de protestation. (L.M.) (Agence Fides 05/09/2011)